Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

N° 649 le 9 décembre 2010

Les dernières révélations de WikiLeaks vues par les radios du monde...

… NUCLÉAIRE …

Le nucléaire pakistanais inquiète les Occidentaux...
Au Pakistan, le nucléaire inquiète les Occidentaux. Selon Washington et Londres des extrémistes musulmans pourraient avoir accès à des armes nucléaires. Le gouvernement pakistanais se veut en revanche rassurant. Ces craintes américaines et britanniques surviennent après la publication de télégrammes diplomatiques par *WikiLeaks*. Les notes diplomatiques publiées par *WikiLeaks* confirment l'inquiétude de l'Occident à l'égard de l'arsenal nucléaire pakistanais. Dans une note rédigée début 2009 par l'ambassadrice américaine au Pakistan, la diplomate confiait ses craintes de voir des membres du programme nucléaire voler des matériaux radioactifs. L'uranium et le plutonium dérobé pourraient aider les groupes terroristes à fabriquer une bombe sale. Une crainte d'autant plus justifiée qu'en 2001 deux ingénieurs pakistanais avaient rencontré Oussama Ben Laden en Afghanistan. Le chef d'Al-Qaïda voulait fabriquer une bombe à partir de matériaux nucléaires. Depuis les autorités pakistanaises assurent que les 10 000 personnes qui travaillent dans cette filière sont très surveillées. Les ingénieurs les plus hauts placés seraient suivis dans leurs déplacements, placés sur écoute et leurs comptes bancaires surveillés. Des informations impossibles à vérifier, le Pakistan refuse de laisser des puissances étrangères, même alliées, se mêler de ce qu'il considère comme relevant de sa souveraineté nationale. L'arsenal nucléaire pakistanais est le secret le mieux gardé du pays. Pour l'armée, c'est l'ultime protection contre l'Inde, son ennemi de toujours.
(Radio Vatican, le 01-12-2010)

Le directeur général de l'AIEA considéré comme totalement pro-américain...
Selon certains documents rendus publics par le site *WikiLeaks*, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Japonais Yukiya Amano, aurait exprimé son soutien intégral aux positions de Washington. Dans son édition de jeudi, le quotidien britannique *The Guardian* a cité certains documents rédigés en octobre 2009 par la délégation américaine à Vienne. L'un d'entre eux rapporte que Yukio Amano a déclaré juste avant son entrée en fonction qu'il était entièrement du côté des États-Unis sur toutes les questions stratégiques, allant de la nomination de hauts responsables de l'AIEA à la politique face au programme nucléaire iranien. Si ces propos sont avérés, le directeur général de l'AIEA devra faire face à des critiques soutenues, car en tant que médiateur entre puissances nucléaires et non-nucléaires il est tenu à l'impartialité et à la neutralité sur le plan politique.
(Radio Japon international, le 02-12-2010)

Les pays d'Asie craignent que le Japon se lance dans le développement d'armes nucléaires...
Les documents diplomatiques américains publiés par *WikiLeaks* ont permis de révéler que les nations asiatiques craignent que le Japon ne s'équipe d'armes nucléaires si la Corée du Nord persiste dans le

développement de ses propres armes atomiques. Selon un télégramme diplomatique révélé par le célèbre site, l'ex-Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, aurait fait part de ses craintes lors d'une réunion en juin 2009 avec le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, James Steinberg. Selon un document classifié préparé par l'ambassade des États-Unis à Singapour, M. Steinberg aurait noté que les décisions de la Corée du Nord relatives à son développement nucléaire auront un impact au Japon. M. Lee, qui est désormais le mentor du gouvernement singapourien, estime que le Japon pourrait bien se convertir au nucléaire. Un autre document révèle des inquiétudes similaires exprimées en août de l'année dernière par un haut responsable du ministère des Affaires étrangères mongol. Il aurait confié au vice-ministre nord-coréen des Affaires étrangères, Kim Yong-il, que la nucléarisation de la Corée du Nord pourrait entraîner celle du Japon, de la Corée du Sud et d'autres nations asiatiques.
(Radio Japon international, le 04-12-2010)

Risque de fuites nucléaires en Libye...
Selon les notes diplomatiques révélées par le site *WikiLeaks*, la Libye aurait encouru un risque de fuites radioactives dans un site d'enrichissement d'uranium. D'après le contenu de ces documents rédigés par l'ambassade américaine en Libye, des fûts contenant 5,2 kg d'uranium enrichi auraient été entreposés, en janvier 2009, dans un site nucléaire de la banlieue de Tripoli, la capitale. Cet uranium était vraisemblablement destiné à la Russie. Les fûts étaient simplement emballés pour le transport, sans aucune autre protection, sachant qu'une surchauffe de l'uranium aurait pu en fêler les parois et entraîner des fuites radioactives. Après intervention des États-Unis, la cargaison aurait été finalement transmise à la Russie. Rappelons qu'en 2003, la Libye a renoncé au développement d'armes de destruction massive. Depuis, le pays transfère son matériel à usage militaire en Europe et aux États-Unis. Selon les révélations de *WikiLeaks*, le gouvernement libyen exploitait ce matériel à des fins diplomatiques, pour obtenir des conditions favorables de l'étranger, notamment des États-Unis.
(Radio Japon international, le 05-12-2010)

… IRAN …

Plusieurs nations arabes, dont l'Arabie séoudite, auraient appelé les États-Unis à mener des attaques militaires contre l'Iran...
Les gouvernements dont le nom ou les dirigeants sont mentionnés dans les notes diplomatiques divulguées par *WikiLeaks* ont eu des réactions diverses, mais généralement sereines, à ces révélations. Selon les messages publiés, plusieurs nations arabes, dont l'Arabie séoudite, auraient appelé les États-Unis à mener des attaques militaires contre l'Iran pour le contraindre à arrêter son programme de développement nucléaire. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a déclaré à la presse que ces documents n'avaient aucune valeur légale et que de tels actes malveillants n'avaient aucun impact sur les relations entre nations. De son côté, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est réjoui des références faites à l'Iran. En conférence de presse à Tel Aviv, il a déclaré lundi qu'il est désormais évident que d'autres pays de la région partagent l'analyse d'Israël qui considère l'Iran comme une menace. Le Premier ministre italien, Silvio Berlusconi, est décrit comme étant irresponsable, imbu de lui-même et inefficace en tant que dirigeant européen. Il s'est amusé de ces descriptions, affirmant qu'il ne s'intéresse pas à ce que disent des officiels de troisième ou de quatrième catégorie. Les documents divulgués font aussi allusion à la relation entre le président russe, Dmitri Medvedev, qualifié de Robin des bois, face à Vladimir Poutine, jouant le rôle de Batman. Un porte-parole du Kremlin a estimé que ces révélations ne méritaient pas d'être commentées.
(Radio Japon international, le 30-11-2010)

Les fuites de *WikiLeaks* continuent de déranger. Cinq grands journaux, dont le *New York Times* et *Le Monde*, publient encore aujourd'hui des extraits de télégrammes diplomatiques américains, notamment sur le camp de Guantanamo et sur la peur des pays arabes de voir le programme nucléaire iranien progresser. Washington condamne ces publications. « Ceux qui disséminent ces informations sont des criminels », a dénoncé Robert Gibbs aujourd'hui, porte-parole de la présidence américaine. Une question reste entière : « Qui a divulgué ces documents ? ».
(Radio Vatican, le 30-11-2010)

Saad Hariri dément avoir encouragé les États-Unis à agir militairement contre l'Iran...
Le Premier ministre libanais, Saad Hariri, qui vient d'effectuer une visite à Téhéran et était reçu par Nicolas Sarkozy mardi, a démenti avoir tenu des propos laissant penser qu'il avait encouragé, en 2006,

les États-Unis à intervenir militairement contre l'Iran, pour l'empêcher d'acquérir l'arme nucléaire. « Tout ce qui peut suggérer que j'ai tenu de tels propos est faux », a déclaré Saad Hariri en arabe, à l'issue d'un entretien avec le président français, Nicolas Sarkozy. « L'Iran est un pays ami », a ajouté le Premier ministre libanais, qui vient d'effectuer une visite à Téhéran.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 01-12-2010)

Les États-Unis auraient accepté le fait que l'Iran se dote de l'arme nucléaire...
Les Américains auraient fait preuve à l'égard de l'Iran d'une grave négligence. C'est ce qui ressort des révélations du site Internet *WikiLeaks* ces derniers jours. Selon le quotidien *Ma'ariv* des dizaines de documents échangés avec Washington prouvent plus que tout le désespoir et le manque d'assurance des alliés américains quant à leur capacité à faire face au danger. « L'administration américaine a déployé des efforts sans précédent pour apporter une solution diplomatique aux craintes internationales relatives au programme nucléaire iranien », indiquait en janvier dernier un télégramme adressé à toutes les ambassades américaines du monde. Le refus de l'Iran de coopérer exige une réaction. « Le comportement américain était cependant loin d'impressionner », indique le quotidien *Ma'ariv*, au cours d'un entretien avec l'ancien commandant du ministère israélien de la Défense. Celui-ci a rappelé aux Américains les propos de la secrétaire d'État Hillary Clinton qui laissait à penser que les États-Unis avaient déjà accepté le fait que l'Iran se dote de l'arme nucléaire. Selon une évaluation du chef des services de renseignement militaires, le général Amos Yadlin, l'Iran aurait décidé de fabriquer la bombe nucléaire dès 2006, mais il attend le bon moment et souhaite payer un prix aussi minime que possible pour son programme nucléaire. L'Iran, estime Amos Yadlin, ne veut pas ressembler à la Corée du Nord ou à l'Iraq de Saddam Hussein, c'est pourquoi il tente d'amasser une certaine quantité d'uranium faiblement enrichi jusqu'à ce qu'il en ait suffisamment pour fabriquer plusieurs bombes. Au cours d'une rencontre entre responsables des échelons sécuritaires israéliens et leurs homologues américains, il a été convenu que l'année 2010 serait une année critique pour tout ce qui concerne l'option militaire. Auparavant, au cours d'une réunion en novembre 2009, les responsables avaient considéré que si l'Iran continuait à consolider des sites nucléaires et à y acheminer des moyens de protection, il serait de plus en plus difficile de les atteindre. Au cours de cette même rencontre, il avait été décidé de fournir à Israël des bombes contre les bunkers de type GBU-28, mais il fallait que ceci demeure secret pour ne pas donner le sentiment que les États-Unis aident Israël à préparer une attaque militaire en Iran.
(Kol Israël, le 02-12-2010)

Pékin serait impliqué dans la fourniture à l'Iran d'éléments de missiles nord-coréens...
La Chine est mise en cause également par *WikiLeaks*. Certains télégrammes diplomatiques révèlent en effet l'implication de Pékin dans le transfert d'éléments de missiles nord-coréens à l'Iran. Les autorités chinoises ont qualifié d'absurdes ces informations.
(Radio Vatican, le 02-12-2010)

La Corée du Nord aurait fourni des missiles de moyenne portée à l'Iran...
Selon des documents diplomatiques américains diffusés sur internet, la Corée du Nord aurait fourni des missiles de moyenne portée à l'Iran. La république islamique serait par ailleurs un sujet de préoccupation pour l'Arabie séoudite. Dimanche, le site *WikiLeaks* a commencé à mettre en ligne près de 250 000 notes diplomatiques rédigées entre 1966 et le mois de février dernier. Plus de 220 messages sont actuellement disponibles sur la toile et *WikiLeaks* prévoit d'en diffuser la totalité dans les mois prochains. Selon une note rédigée en février par le département d'État américain, P'yongyang aurait fourni à Téhéran 19 missiles à moyenne portée susceptibles de transporter des ogives et destinés au développement de missiles à longue portée. Selon un autre message émis en avril 2008 par l'ambassade britannique à Riyad, le roi Abdallah d'Arabie séoudite aurait invité Washington à mener une offensive contre l'Iran pour interrompre son développement nucléaire. Julian Assange, le fondateur de *WikiLeaks*, a déclaré ce dimanche que ces documents révélaient des contradictions entre les déclarations officielles de la Maison-Blanche et les propos échangés en coulisse.
(Radio Japon international, le 29-11-2010)

ᘓ ᘒ

http://twitter.com/renseignor

Dans le cas où l'Iran disposerait d'armes atomiques plusieurs pays arabes entameraient le développement d'armes nucléaires...
Des documents diplomatiques publiés par *WikiLeaks* révèlent que l'Arabie séoudite et l'Égypte pourraient envisager le développement d'armes nucléaires si l'Iran réussissait à en acquérir. Le site a publié un télégramme diplomatique envoyé selon lui par l'ambassadeur des États-Unis en Arabie séoudite à la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton en février dernier. Le document révèle que le roi Abdallah d'Arabie séoudite a déclaré à un haut responsable américain que si l'Iran obtenait des armes nucléaires, son pays et d'autres nations du Moyen-Orient feraient de même. Un document diplomatique produit par l'ambassade des États-Unis en Égypte, en mai 2008, contient aussi des remarques du président égyptien Hosni Moubarak sur le lancement possible par son pays d'un programme nucléaire militaire, si l'Iran réussissait dans ses efforts.
(Radio Japon international, le 04-12-2010)

… PÉNINSULE CORÉENNE …

Un haut fonctionnaire sud-coréen prédit la chute du régime de P'yongyang trois ans après le décès de Kim Jong-il...
Selon des documents diplomatiques américains piratés, un haut fonctionnaire sud-coréen a prédit la chute du régime de P'yongyang d'ici trois ans après le décès de Kim Jong-il, son dirigeant actuel. Ces notes ont été publiées par *WikiLeaks* lundi. Selon elles, l'ex- second vice-ministre des Affaires étrangères sud-coréen, Chun Yung-woo, aurait dit à l'ambassadeur de son pays aux États-Unis que la Corée du Nord se trouvait déjà en état de faillite économique. M. Chun aurait également déclaré que la Chine avait moins d'influence sur P'yongyang qu'on ne le pensait généralement. Les documents font également état de critiques vis-à-vis du Japon au sujet de sa position lors des pourparlers à six sur le programme nucléaire de la Corée du Nord. Selon eux, un fonctionnaire chinois aurait dit à l'actuel ambassadeur américain, en juin dernier, que l'obsession des Japonais pour l'affaire des enlèvements lui rappelait une expression chinoise décrivant une personne trop faible pour construire quelque chose, mais suffisamment forte pour le détruire.
(Radio Japon international, le 30-11-2010)

La Chine ne serait pas opposée à une réunification de la Corée...
On en vient maintenant aux révélations du site *WikiLeaks* sur la diplomatie américaine. L'une de ces révélations nous a appris que la Chine ne s'opposerait pas à une réunification de la Corée sous la direction de Séoul. C'est le journal britannique *The Guardian* qui en a fait état dans un article sur les notes diplomatiques américaines. Dans cet article, qui a pour titre « La Chine prête à abandonner la Corée du Nord », le journal a précisé que c'est ce que pensent plusieurs responsables gouvernementaux chinois et que cette position commence à obtenir un soutien grandissant du pouvoir en Chine. Il a également affirmé qu'il s'agit d'une note diplomatique envoyée par l'ambassade des États-Unis à Séoul à son gouvernement. Il précise que Chun Young-woo, qui est actuellement le secrétaire en chef à la diplomatie et à la sécurité du président sud-coréen, a transmis cette information à l'ambassade après l'avoir obtenue par des diplomates chinois lorsqu'il dirigeait la délégation de Séoul pour les pourparlers à six pays. Selon la note en question, contrairement à sa position officielle, Pékin garde maintenant une certaine distance avec P'yongyang et juge que la Corée du Nord n'est plus un allié utile et qu'elle se comporte en enfant gâté. Et l'ambassadeur chinois au Kazakhstan a quant à lui qualifié le programme nucléaire nord-coréen de menace pour la sécurité mondiale.
(KBS World radio, le 01-12-2010)

La Corée du Nord aurait été le théâtre de trois tentatives de coup d'État dans les années 1990...
Autre révélation de *WikiLeaks* concernant la Corée du Nord. Il s'agit cette fois des troubles que le pays communiste a connus après la réévaluation de sa monnaie en novembre 2009 et des tentatives de coups d'État dans les années 1990. Pour être précis, il y a eu trois tentatives de coups d'État en Corée du Nord dans les années 1990 et depuis, Kim Jong-il a mené une politique de contrôle très strict et tous ceux qui y ont été impliqués ont été exécutés afin d'intimider d'autres éventuels putschistes. Et selon les notes américaines, après la réforme monétaire, le processus de transmission du pouvoir de Kim Jong-il à son troisième fils Kim Jong-un n'a pas été menée comme il le souhaitait.
(KBS World radio, le 01-12-2010)

La Corée du Nord disposerait d'un site nucléaire sous-marin...
La Chine aurait obtenu en 2008 une information selon laquelle la Corée du Nord possède un site nucléaire sous-marin secret sur sa côte. C'est ce qu'on a appris des télégrammes diplomatiques du département d'État américain rédigés en septembre 2008 et révélés par le site *WikiLeaks*. Selon ces notes, c'est un expert de la question nord-coréenne à Shanghai qui en a fait état à un diplomate du consulat américain là-bas. Cet expert a effectivement affirmé que la liste des installations nucléaires à déclarer, que P'yongyang avait communiquée à Pékin en mai 2008, n'est pas complète et que la Chine avait obtenu l'information de l'existence du site nucléaire sous-marin de la Corée du Nord.
(KBS World radio, le 03-12-2010)

… FRANCE …

La France ne confirme aucun des propos attribués à ses diplomates et autres autorités...
« La France ne confirme aucun des propos attribués à des autorités et des diplomates français, dans les documents publiés depuis dimanche par *WikiLeaks* et déplore la divulgation irresponsable de correspondances diplomatiques américaines », a indiqué lundi le quai d'Orsay cité par l'*AFP*. « Nous ne confirmons aucun des propos attribués à des autorités et des diplomates français, dans ces documents », a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero, au cours d'un point presse. Le quotidien *Guardian* s'est référé à une partie de ces documents, pour dire qu'un conseiller de Nicolas Sarkozy a dit, en 2009, à un haut diplomate américain, des choses contre l'Iran et le Venezuela.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 30-11-2010)

La France va redéfinir les modalités de transmission des documents de nature diplomatique...
Nicolas Sarkozy, cité par le porte-parole du gouvernement, François Baroin, a estimé mardi que la publication des télégrammes diplomatiques américains par *WikiLeaks*, relevait du dernier degré de l'irresponsabilité. « Nous sommes évidemment en lien avec l'administration américaine. Nous avons rappelé notre solidarité à l'égard de l'administration américaine », a précisé le porte-parole. « Les autorités françaises vont redéfinir les modalités de transmission de documents de nature diplomatique, au sein du dispositif de la chancellerie française », a poursuivi François Baroin.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 01-12-2010)

Le président français aurait traité Sergueï Lavrov de menteur...
Selon les documents publiés par *WikiLeaks*, le président français avait traité, en août 2008, de menteur, le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov. En 2008, le président français faisait la médiation entre la Russie et la Géorgie, pour parvenir à un accord de paix et faire cesser la guerre. « Sarkozy semble avoir prévenu la Russie que sa posture de puissance sérieuse a été sérieusement endommagée par son refus de respecter ses obligations », ajoute *WikiLeaks*.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 02-12-2010)

Nicolas Sarkozy aurait provoqué la colère des dirigeants séoudiens...
Le journal *Al-Quds Al-Arabi* cite ce matin des documents confidentiels publiés par le site *WikiLeaks* selon lesquels Nicolas Sarkozy aurait provoqué la colère des dirigeants séoudiens. Au cours de sa visite officielle en Arabie séoudite, il y a de cela deux ans, le président français aurait refusé de consommer la nourriture locale qui lui était servie et n'aurait pas caché son ennui au cours de la cérémonie traditionnelle d'accueil. Selon le document rédigé par des diplomates américains le président français n'aurait pas apprécié le refus des Séoudiens de lui permettre de se rendre à Riyad accompagné de son épouse, Carla Bruni.
(Kol Israël, le 02-12-2010)

… ESPIONNAGE & RENSEIGNEMENT …

Le département d'État américain dément avoir ordonné à ses diplomates d'espionner les responsables onusiens...
Le département d'État américain dément avoir espionné de hauts responsables des Nations unies, comme le laissent entendre certains des documents publiés par *WikiLeaks*. Ces documents comprennent des instructions confidentielles adressées aux diplomates américains, leur demandant d'obtenir un maximum d'informations sur les hauts responsables des Nations unies, y compris leurs

numéros de cartes de crédit et leurs adresses email. Un représentant du département d'État a déclaré mardi que même si ces instructions émanent des agences américaines du renseignement, les diplomates n'étaient pas obligés de les suivre et que la plupart se contentaient de les ignorer. Selon le fondateur de *WikiLeaks*, Julian Assange, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton devrait démissionner s'il s'avère que son administration a effectivement demandé à ses diplomates de se livrer à de telles activités d'espionnage. Le secrétaire général des Nations unies a critiqué ces supposées directives.
(Radio Japon international, le 01-12-2010)

Les ambassadeurs aux Nations unies ont exprimé leur soutien à l'ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice, à propos des révélations déplaisantes et malvenues de *WikiLeaks. C*'est ce qu'a déclaré Rice, jeudi, lors d'une conférence de presse. « Les autres ambassadeurs des quinze pays du Conseil de sécurité ont fait preuve de collégialité et de soutien et les révélations de *WikiLeaks* n'ont en aucune façon diminué notre capacité de faire notre travail de tous les jours », a-t-elle rapporté. « Le secrétaire général, Ban Ki-moon, sait très bien que les États-Unis et nos représentants, ici, font le travail de diplomates et rien d'autre », a-t-elle encore indiqué. Selon *WikiLeaks*, une directive secrète, signée en juillet 2009 par la secrétaire d'État Hillary Clinton, réclame des détails techniques sur les réseaux de communication utilisés par des responsables des Nations unies, mots de passe et codes secrets. Washington réclamerait aussi des informations très précises sur des fonctionnaires de l'ONU, comme leurs numéros de carte bancaire, adresses électroniques, numéros de téléphone et même des numéros de carte de fidélité auprès de compagnies aériennes, selon le quotidien britannique *The Guardian* citant *WikiLeaks*.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 04-12-2010)

La CIA serait à l'origine des instructions d'espionnage données au département d'État...
The Guardian affirme que la CIA, l'agence américaine de renseignement, est à l'origine d'instructions secrètes données au département d'État pour espionner des responsables de l'ONU. Ces instructions apparaissent dans les données divulguées par *WikiLeaks*. Le quotidien britannique précise que les instructions s'inspirent d'une liste établie par un agent de la CIA. Cet agent occupait un poste créé pour mieux coordonner la collecte de renseignements après les attentats du 11 septembre 2001. Parmi les instructions figuraient la collecte de données telles que les numéros de téléphone ou de cartes de crédit. Toujours selon *The Guardian*, les diplomates américains devaient réunir des informations biométriques, l'ADN ou encore les empreintes digitales, des représentants des membres permanents du Conseil de sécurité, mais également des diplomates nord-coréens de haut-rang.
(Radio Japon international, le 03-12-2010)

Les membres présumés du Hezbollah présents au Canada harcelés par le Service canadien du renseignement de sécurité...
Un câble diplomatique rendu public lundi révèle que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) harcelait vigoureusement les soi-disant membres connus du Hezbollah au Canada. Le câble daté du 9 juillet 2008 et publié par *WikiLeaks* et le *New York Times*, rapporte que l'ancien patron du SCRS, le Québécois Jim Judd, a, dans ce contexte, critiqué les décisions des tribunaux canadiens qui mettent des bâtons dans les roues au SCRS dans sa lutte contre le soi-disant terrorisme. Cette situation, a-t-il commenté, laissait les agences de sécurité gouvernementales sur la défensive et leur faisait perdre le soutien du public dans leurs efforts pour protéger le Canada et ses alliés. Judd, qui a démissionné en juillet 2009, a tenu ces propos lors d'un entretien avec Eliot Cohen, conseiller du département d'État des États-Unis. L'ancien patron du SCRS a en outre confié que la diffusion au Canada du DVD de l'interrogatoire d'Omar Khadr à la prison de Guantanamo créerait une vague d'antiaméricanisme.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 01-12-2010)

Le Qatar qualifié de véritable problème par le Mossad...
Le directeur du Mossad, le service de renseignement israélien, Meir Dagan, a qualifié le Qatar de véritable problème et son émir de quelqu'un qui irrite tout le monde, selon un câble diplomatique américain publié vendredi par *WikiLeaks*. Il a tenu ces propos lors d'une rencontre, le 12 juillet, avec l'assistant du président américain, Barack Obama, pour la sécurité intérieure et le contre-terrorisme, Francis Fragos Townsend, selon *WikiLeaks*. « L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani,

tente de jouer sur tous les tableaux, la Syrie, l'Iran, le Hamas, pour assurer sa sécurité et affirmer son indépendance », fait remarquer M. Dagan. « Je pense sérieusement que vous devriez retirer votre base du Qatar », ajoute-t-il à propos de la base Aidid utilisée par les forces américaines. Les dirigeants du Qatar n'ont confiance en eux qu'en raison de la présence des États-Unis », renchérit le responsable israélien.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 04-12-2010)

Un haut responsable du parti libéral allemand aurait été une source de renseignement de l'ambassade des États-Unis...
Les dirigeants européens sont toujours sous le coup des révélations peu diplomatiques contenues dans les câbles diplomatiques publiés par le site Internet *WikiLeaks*. Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, s'est vu critiqué par le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, pour avoir déclaré que la démocratie avait disparu en Russie. En Allemagne le parti libéral FDP a annoncé qu'un haut responsable du parti quittait ses fonctions pour avoir été, comme l'a révélé *WikiLeaks*, l'une des sources d'informations de l'ambassade des États-Unis dans ce pays. Mais le Premier ministre italien, Sylvio Berlusconi, semble avoir trouvé très drôle la dépêche le qualifiant de joyeux luron inefficace et vaniteux.
(La voix de l'Amérique, le 03-12-2010)

Après les révélations de Wikileaks, Washington étudie le renforcement de la sécurité de ses documents classifiés...
Le gouvernement américain annonce qu'il enquête sur les faiblesses de son système de classification, après les divulgations d'informations confidentielles par le site Internet *WikiLeaks*. Le porte-parole du département d'État américain, Philip Crowley, a déclaré mardi que ses services avaient temporairement interrompu la connexion entre une base de données de télégrammes diplomatiques et un réseau de documents classifiés du Pentagone. Dans une conférence de presse séparée, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, a ajouté que son département avait renforcé la surveillance dès le mois d'août, après une série de fuites sur des opérations militaires en Iraq et en Afghanistan. Selon M. Gates, pour éviter à l'avenir que de telles révélations se reproduisent, il faut resserrer les contrôles d'accès aux renseignements secrets, et rendre impossible la copie de documents provenant du réseau classifié, sur DVD ou sur d'autres supports.
(Radio Japon international, le 01-12-2010)

Le département d'État américain a déconnecté un réseau informatique du Pentagone de sa base de données archivant les télégrammes diplomatiques en vue de mettre fin aux fuites exploitées par le site *WikiLeaks*. Par ailleurs, l'enquête sur les fuites se concentre sur un jeune soldat, un ancien analyste de données en Iraq.
(La voix de l'Amérique, le 01-12-2010)

Le gouvernement américain prévoit de réviser totalement l'organisation de ses services de renseignement à la suite des fuites de documents classifiés du département d'État sur *WikiLeaks*. La Maison-Blanche a publié mercredi une note énumérant une série de mesures pour renforcer la surveillance des documents secrets afin d'éviter de nouvelles fuites. Celles-ci incluent la création d'un comité responsable des documents sensibles au sein du département de la Défense, du département d'État et des autres organismes qui en détiennent. Ces comités pourront prendre des mesures préventives telles qu'interdire l'accès des documents au personnel qui n'est pas directement concerné. Un organisme consultatif rattaché à la présidence sera par ailleurs responsable de revoir l'organisation des services de renseignement et de trouver un équilibre entre la nécessité d'éviter les fuites, mais aussi de partager certaines informations. Ces dernières années, le gouvernement américain a encouragé le partage des informations secrètes après avoir découvert que le manque de communication entre les différents organismes gouvernementaux avait joué un rôle dans les attentats du 11 septembre 2001.
(Radio Japon international, le 02-12-2010

Les chefs militaires russes se méfient de leurs homologues américains...
Les chefs militaires russes sont méfiants lorsqu'ils rencontrent leurs homologues américains et la coopération entre Washington et Moscou sur la Défense n'a guère progressé depuis la Guerre froide,

selon des notes diplomatiques révélées par le site WikiLeaks. D'après un câble de l'ambassade américaine à Moscou et datant de 2009, les relations militaires entre les deux pays sont utiles, mais entravées par le manque de transparence et de réciprocité des Russes. Le ministère de la Défense russe n'a pas changé son mode opératoire en ce qui concerne l'échange d'informations ou le dialogue de base, depuis la fin de la Guerre froide, ajoute la note diplomatique, un des quelques 250 000 documents américains que le site *WikiLeaks* a commencé à publier dimanche. « Les délégations russes refusent régulièrement de partager avec nous les informations provenant de leurs briefings de sécurité, même quand des demandes formelles sont formulées », ajoute le câble. Les représentants militaires russes sont surveillés de près par des agents du renseignement militaire russe (GRU) et détestent engager le dialogue en dehors de contextes officiels. Bien que les militaires américains invitent régulièrement des délégations russes à visiter des bases, ajoute la note diplomatique, les représentants américains sont, de leur côté, rarement conviés à des déplacements hors des centres de conférence du ministère de la Défense russe.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 04-12-2010)

Les prochains documents publiés par *WikiLeaks* concerneront les notes internes d'une grande banque américaine...
Après avoir publié pas moins de 250 000 documents secrets de diplomates américains concernant des responsables politiques du monde entier, le fondateur du site Internet *WikiLeaks* a décidé de récidiver. Julian Assange a en effet annoncé au magazine américain *Forbes* son intention de publier, dès janvier, plusieurs dizaines de milliers de documents internes d'une grande banque américaine. Des documents qui, assure-t-il, éclaireront la conduite de responsables bancaires et dévoileront des usages immoraux comme de graves atteintes au droit. Julian Assange n'a toutefois pas voulu révéler le nom de ce grand établissement bancaire.
(Deutsche Welle, le 30-11-2010)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Roger Charret, Eric Denécé – redaction@renseignor.com

Cf2R

Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :
- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

CENTRE FRANCAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT
17 Square Edouard VII – 75009 Paris
Tel.: 01 53 43 92 44 – Fax.: 01 53 43 92 92